



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

REALISS QUARTIERS

Association

Exercice clos le 31 décembre 2025

Appartement 2006 - 29 Rue Pierre Curie

02200 SOISSONS

SIREN : 835 236 878

AUDIMIS HDF

3 RUE GUSTAVE ALLIAUME - 02200 SOISSONS

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DES HAUTS-DE-FRANCE

ASSOCIATION
REALISS QUARTIERS

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION REALISS QUARTIERS
SIEGE SOCIAL : APPARTEMENT 2006 - 29 RUE PIERRE CURIE
02200 SOISSONS
SIREN : 835 236 878

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

À l'assemblée générale de votre association REALISS QUARTIERS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association REALISS QUARTIERS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

AUDIMIS HDF

3 RUE GUSTAVE ALLIAUME - 02200 SOISSONS
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DES HAUTS-DE-FRANCE
- 1 / 4 -

**ASSOCIATION
REALISS QUARTIERS**

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2025

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

**RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE
GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES
COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

**ASSOCIATION
REALISS QUARTIERS**

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2025

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Soissons, le 24 avril 2026

Pour la S.A.S. AUDIMIS HDF
Commissaire aux Comptes



Jean-Renaud VIET
Associé signataire

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan : l'actif

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires				
Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	107 814	85 504	22 310	22 827
Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	250		250	250
Total (I)	108 064	85 504	22 560	23 077
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	6 239		6 239	4 775
Créances				
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	34 636		34 636	35 125
. Créances reçues par legs ou donations				
. Autres créances	71 241		71 241	18 074
Charges constatées d'avance	271		271	271
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	155 320		155 320	142 007
Total (II)	267 763		267 763	200 655
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL ACTIF	375 827	85 504	290 323	223 732

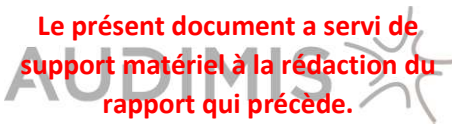
Bilan : le passif

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires	37 896	37 896	
. Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	129 453	96 943	32 510
Excédent ou déficit de l'exercice	50 252	32 510	17 742
Situation nette (sous total)	217 601	167 349	50 252
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	7 200	9 200	-2 000
Provisions réglementées			
Total (I)	224 801	176 549	48 252
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
Total (II)			
Provisions			
Provisions pour risques		3 960	-3 960
Provisions pour charges			
Total (III)		3 960	-3 960
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 708	7 581	4 127
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	53 813	35 642	18 171
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance			
Total (IV)	65 522	43 223	22 299
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF	290 323	223 732	66 591
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
	Total	Total	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	80	42	38
Ventes de biens et services			
. Ventes de biens			
. dont ventes de dons en nature			
. Ventes de prestations de services	275 687	261 181	14 507
. dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
. Concours publics et subventions d'exploitation	329 396	318 852	10 544
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation			
. Ressources liées à la générosité du public			
. Dons manuels			
. Mécénats			
. Legs, donations et assurances-vie			
. Contributions financières			
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	44	956	-911
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits	2 280	93	2 187
Total des produits d'exploitation (I)	607 487	581 122	26 365
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variations stocks			
Autres achats et charges externes	70 099	75 268	-5 170
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	9 192	8 932	260
Salaires et traitements	404 992	394 675	10 317
Cotisations sociales	69 640	73 021	-3 381
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 849	6 690	2 160
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés			
Autres charges	98	3	95
Total des charges d'exploitation (II)	563 906	558 590	5 316
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	43 582	22 533	21 049
PRODUITS FINANCIERS			
De participations			
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif			
Autres intérêts et produits assimilés	1 711	2 309	-598
Reprises sur dépréciations et provisions			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			
Total des produits financiers (III)	1 711	2 309	-598
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements			
Total des charges financières (IV)			

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
	Total	Total	Variation
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	1 711	2 309	-598
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	45 292	24 841	20 451
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		11 348	-11 348
Sur opérations en capital	4 960	986	3 974
Reprises sur provisions et dépréciations		3	-3
Total des produits exceptionnels (V)	4 960	12 337	-7 377
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		4 665	-4 665
Sur opérations en capital		3	-3
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
Total des charges exceptionnelles (VI)		4 668	-4 668
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	4 960	7 669	-2 709
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les sociétés (VIII)			
Total des produits (I + III + IV)	614 158	595 768	18 390
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	563 906	563 258	648
EXCEDENT OU DEFICIT	50 252	32 510	17 742
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Produits			
. Dons en nature	10 706	7 830	2 876
. Prestations en nature			
. Bénévolats			
Total	10 706	7 830	2 876
Charges			
. Secours en nature			
. Mise à disposition gratuite de biens et services	4 642		4 642
. Prestations			
. Personnel bénévole	6 064	7 830	-1 766
Total	10 706	7 830	2 876



Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 290 322,82 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 50 252,07 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 20/04/2026 par les dirigeants.

L'objet de l'association est de faire participer les habitants des quartiers prioritaires à la vie et à la gestion de leur territoire dans ses différentes dimensions (économique, sociale, culturelle, citoyenne).

Pour répondre à cet objet, elle poursuit en particuliers les objectifs opérationnels suivants : Impliquer et faire intervenir les habitants dans l'amélioration de la qualité du cadre de vie et la gestion technique de leur environnement

Créer des activités, supports d'emplois et d'insertion sociale et professionnelle pour des habitants en difficulté, en partenariat avec les organismes concourant à cet objectif.

Permettre un renforcement du lien social entre habitants et avec les partenaires favorisant une dynamique de développement social et communautaire.

Contribuer à la valorisation et l'intégration des quartiers dans la ville, tant au niveau des habitants que de l'espace.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

- À compter d'avril 2025, l'Opal met à disposition gratuitement, pour une durée d'un an, les locaux du siège social.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

L'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025 intègre les dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation du Plan Comptable Général. Cette réforme entraîne notamment une évolution de la présentation des comptes annuels et une clarification de la notion de résultat exceptionnel. Les changements ont été appliqués de manière prospective et n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière ni sur le résultat de l'association.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont inscrits en charges.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2.2.3 - Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.2.4 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.5 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.2.6 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.7 - Contributions volontaires :**

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en nature ont été valorisées à 12.02 € soit le montant du smic horaire brut 2025.

Le bénévolat a été effectué de la manière suivante :

Pour M.Renard Président un total de 127 heures effectuées.

Pour Mr Chatelain Vice président un total de 177.50 heures effectuées.

Pour Mme Ancien un total de 67 heures effectuées.

Pour Mme Potier un total de 133 heures effectuées.

Cela fait un total de 504.5 heures de bénévolat au profit de l'association valorisées à 12.02 € ce qui nous donne 6 064 € comptabilisé à la clôture

L'Opal met à disposition gratuitement le local du 29 rue Pierre Curie à partir du 1er avril pour une durée d'un an. Sachant que le loyer est de 515,74 € par mois, la mise à disposition se faisant d'avril à décembre, soit un total de 4 642 €

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

L'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025 intègre les dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation du Plan Comptable Général. Cette réforme entraîne notamment une évolution de la présentation des comptes annuels et une clarification de la notion de résultat exceptionnel. Les changements ont été appliqués de manière prospective et n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière ni sur le résultat de l'association.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	22 827	9 369	2 256	22 310
Immobilisations financières	250			250
TOTAL	23 077	9 369	2 256	22 560

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	41 402	3 869	2 256	43 015
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	1 632			1 632
Matériel de transport	42 620	5 500		48 120
Matériel de bureau et informatique	15 047			15 047
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	100 701	9 369	2 256	107 814
TOTAL GENERAL (I+II)	100 701	9 369	2 256	107 814

3.3 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	70 071
Autres produits à recevoir	
TOTAL	70 071

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	37 896				37 896
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	96 943				129 453
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	32 510				50 252
Dont générosité du public					
Situation nette	167 349				217 601
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	9 200				7 200
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	176 549				224 801
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	11 708	11 708		
Dettes fiscales & sociales	53 813	53 813		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	65 522			

4.3 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	1 908
Dettes fiscales & sociales	18 618
Autres dettes	
TOTAL	20 526

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions reçues et fonds dédiés

Aides aux postes : 294 096 €
Département de l'Aisne : 25 919 €
Contrat PEC : 5 421 €

6 - Autres informations

6.1 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non Cadres	18	
TOTAL	19	0

6.2 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 904 €TTC.